

“Fiscalité : ce qu’on ne nous dit pas”

Chères Montoises, chers Montois,
Le Président de la République vient d’annoncer très officiellement que les impôts n’augmenteront pas en 2015. C’est faux mais c’est aussi une grande hypocrisie.

En seulement 7 mois, depuis le mois d’avril 2014, les restrictions budgétaires aux collectivités locales décidées par le Gouvernement ont été multipliées par 3. C’est un choc considérable et totalement inédit qui a été annoncé seulement au lendemain des élections municipales.

De fait, la grande majorité des communes de plus de 10 000 habitants se retrouvent dans l’obligation d’augmenter les impôts locaux. Le Président de la République et le Gouvernement le savent parfaitement mais préfèrent ainsi se défausser sur

les Maires plutôt que d’assumer leurs choix politiques.

Il faut savoir qu’une commune n’a que 2 sources de ressources importantes : les dotations versées par l’État, et les impôts locaux.

Ainsi, l’effet cumulé des coupes budgétaires sur les dotations et de la forte augmentation des dépenses obligatoires décidées unilatéralement par l’État nous conduisent dans une situation particulièrement difficile. Les communes, ainsi asséchées de leurs ressources, s’orientent petit à petit vers un rôle limité au fonctionnement de leurs services.

Cette spirale négative aura malheureusement des conséquences sur l’activité des entreprises locales et donc sur l’emploi.

Notre responsabilité est donc, plus que jamais, de continuer à nous battre pour pouvoir continuer à investir.

Notre politique d’investissement sera menée tout en poursuivant notre politique de gestion rigoureuse des dépenses et de maîtrise des taux d’imposition.

Cela passera par la poursuite du travail considérable entamé depuis 2008. Mais aussi par la prise de conscience par chacun des indispensables évolutions que nous devons mener ensemble pour garantir la continuité des missions prioritaires de service public.

Vos élus “Un autre Mont2”

Liste UnAutreMont2

- Hervé Bayard, Bertrand Tortigüe,
- Marie-Christine Bourdieu, Charles Dayot,
- Chantal Davidson, Farid Heba, Éliane Darteyron,
- Catherine Picquet, Jean-Paul Gantier,
- Cathy Dupouy-Ventrepol, Gilles Chauvin,
- Muriel Crozes, Antoine Vignau-Tuquet,
- Chantal Couturier, Bruno Rouffiat,
- Chantal Planchenault, Nicolas Tachon,
- Stéphanie Cheddad, Thierry Socodiabéhère,
- Pascale Haurie, Jean-Marie Batby, Marina Bancon,
- Guy Parella, Odette Di Lorenzo, Arsène Buchi,
- Anne-Marie Pita-Dublanç, Michel Mège,
- Jeanine Lamaison, Philippe Eyraud, Claude Taillet

contact@unautreont2.fr

Permanence des adjoints au maire tous les samedis
matin de 10h à 12h à l’Hôtel de Ville

Aménagements du territoire et volonté commune

220.000 habitants landais dont ceux de l’agglomération montoise ont gagné un appel à projet national de 12 millions d’euros pour 3 ans pour la création d’une plateforme numérique de santé appelée projet XL ENS (espace numérique de santé). Il n’y a eu que 5 projets retenus en France !!! À ce jour, cette dynamique territoriale volontariste doit être poursuivie en s’appuyant sur les leviers technologiques et les innovations e-santé, qui favoriseront la mutation des pratiques professionnelles et institutionnelles dans le domaine de l’accès aux soins. Il s’agit là de l’un des principaux objectifs du projet XL ENS.

Les Landes, et a fortiori le Nord et l’Est de ce département, concentrent une majorité des défis de santé

publique auxquels certains territoires nationaux sont aussi confrontés : qu’il s’agisse du vieillissement marqué d’une population rurale isolée et particulièrement clairsemée (42 habitants au Km²), de la raréfaction progressive des compétences professionnelles, des grandes distances pour accéder au premier recours et a fortiori au second (aucun établissement de santé dans le Nord des Landes), des indicateurs de santé (mortalité, dominante des pathologies cardiovasculaires, prévalence inquiétante du diabète). L’amélioration de l’accès et de la coordination des soins est un défi sans cesse relevé et ce depuis des années.

Les représentants de l’ensemble des acteurs de soins du territoire

ont été concertés et mobilisés pour la construction du projet (représentants médecins libéraux, spécialistes, pharmaciens, infirmiers, professionnels médico-sociaux, GCSMS, hôpital, CCAS, EHPAD, MAIA, HAD,...). Les partenaires institutionnels sont aussi fortement mobilisés : Conseil Général des Landes, Conseil Régional Aquitaine, Mairie de Mont-de-Marsan, CCIAS Mont-de-Marsan, ordres des pharmaciens et des médecins, URPS (Médecins libéraux, Infirmiers, pharmaciens), CPAM des Landes, CARSAT, CISS Aquitaine, ISPED (Nouvelle Université de Bordeaux)... À ce jour, cette dynamique territoriale volontariste doit être poursuivie en s’appuyant sur les leviers technologiques et les innovations e-santé, qui

favoriseront la mutation des pratiques professionnelles et institutionnelles et la réduction de l’inégalité d’accès aux soins.

Cette réussite initiale nous donne tous la responsabilité de concrétisation de ce projet sur le terrain. En tant qu’élus responsables nous accompagnerons la réalisation de cette plateforme de coordination.

Liste Nous le ferons !

- Alain Baché, Karen Juan, Renaud Lagrave,
 - Renaud Lahitète, Didier Simon, Babette Soullignac
- Nous contacter : gaucherepubletcit@free.fr

Je tiens à réagir sur différents articles parus sur SO. Il est bien sûr hors de question de se voir associé à un pseudo chef de file de l’opposition, de plus du PS et donc de gauche. Oui le FN n’a qu’un élu à MdM mais représente le premier parti de France et à MdM la seule voix de droite. L’augmentation des taxes foncières mettra à mal les montoises et montois qui de ce fait assumeront par leurs impositions toutes les dérives de la municipalité et de la politique de l’assistanat du gouvernement. Travaux pharaoniques, accueil dissimulé et prise en charge totale de sans papier,

communautarisme par une volonté de ségrégation sur les logements sociaux, travaux de voiries critiquables, comme l’entrée principale de la BA118, les stationnements, les dos-d’âne, les carrefours surélevés hors normes.

Bleu Marine / Julien Antunes
Rejoignez-nous : www.fn40.com

Nous culpabiliser avec la dette

À cause de la dette, les libéraux de tout bord justifient l’augmentation des impôts locaux et la diminution des subventions aux associations, comme c’est le cas à Mont-de-Marsan. Ils oublient d’expliquer son origine : en 1973, Pompidou interdit à l’État d’emprunter à la Banque de France ; puis, en 1992, sous Mitterrand, le Traité de Maastricht interdit à la Banque Centrale Européenne de prêter aux États contraints à emprunter sur les marchés financiers. La BCE prête aux banques à 0% qui, elles, prêtent aux États à un taux de 1,5%, voire 2%. Sans ce hold-up institutionnel, il y aurait 1 500 milliards d’euros de dette en moins ! En augmentant la fiscalité, c’est à la population

qu’on fait payer les fautes de gestion et les choix politiques de ceux qui gouvernent – ces vrais responsables de la dette. Mont2Gauche dénonce la complicité entre la droite et le PS qui maintiennent ce système engendrant une volontaire austérité incapable de créer de l’emploi. Ainsi, pour nous culpabiliser et supprimer les conquêtes sociales, on nous dit que nous vivons au-dessus de nos moyens. Pourquoi, dès lors, continuer, par exemple, ce projet inutile et fort coûteux qu’est la LGV Bordeaux/Hendaye ? Illogisme... Voici ce que ça donne, une politique de droite !

Liste Mont2Gauche / Céline Piot
www.mont2gauche.fr / celine.piot@netcourrier.com